

L'invasion de l'Angleterre sera des plus difficiles

On le sait assez à Berlin qu'on ne veut pas courir le risque d'aller trop vite — M. Bullitt retourne de France à Washington — On rapatrie les réfugiés français — Des milliers de familles à reconstituer — Les Etats-Unis ne veulent pas participer à la guerre d'Europe

LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE ASSEZ MAL VUE

A Londres, on dit aux Anglais: "Attendez-vous l'un de ces jours prochains à la tentative d'invasion allemande par l'air, par la mer et sur la terre. Ne craignez rien, toutefois, l'Angleterre a pris toutes les mesures voulues pour la combattre. Seulement, de grâce, du calme!" Sir Archibald Sinclair affirme que le coup peut se produire le mois prochain. Les raids d'avions allemands augmentent presque journellement, et les raids d'avions britanniques au-dessus des pays allemands ou occupés par les armées du Reich redoublent de vigueur. Les communiqués, de toutes parts, sont des plus discrets sur les pertes subies; on comprend néanmoins qu'elles sont importantes. Ainsi les centres industriels allemands subissent des raids de nuit considérables et qui doivent porter à fond. Le "War Office", de son côté, profite de l'expérience acquise dans la campagne des Flandres; il a créé en Angleterre et en Ecosse une ligne de défense mobile un peu partout aux endroits exposés de près ou de loin aux coups possibles d'un envahisseur déterminé. A deux ou trois reprises l'on a cru que cela allait commencer. Fausses alertes. L'Allemand aurait remis de quelques jours sa tentative, à la suite du coup d'Oran; et aussi parce que, dit-on, certains techniciens de Berlin auraient suggéré des changements dans le plan initial, considéré trop hasardeux. L'attente se prolonge.

De France, les nouvelles sont rares et discrètes. Les relations diplomatiques entre Londres et Vichy sont au ralenti, si les deux gouvernements restent en contact. De son côté, l'ambassadeur américain auprès du gouvernement français, M. Bullitt, est à la veille de débarquer aux Etats-Unis, s'il n'est déjà rendu à Washington, où il va faire rapport verbal au président sur les événements européens de ces semaines-ci. L'ambassadeur français aux Etats-Unis reste au poste. On s'occupe à Vichy de retourner dans leurs provinces d'origine les réfugiés qui ont afflué dans la partie du territoire français non occupée.

Ailleurs, agitation et manoeuvres. La Russie affermit son influence dans les pays baltes. Le Japon change de ministère pour s'en donner un plus agressif. Les Etats-Unis, de leur côté, s'intéressent aux programmes électoraux des deux grands partis, le républicain et le démocrate, qui l'un et l'autre se déclarent contre toute participation active à une guerre hors d'Amérique, à moins que ce ne soit pour la défense même des Etats-Unis. Chez nous, polémiques autour du projet de loi de l'assurance-chômage qui exigerait du pays et des contribuables un déboursé annuel d'au moins \$60 millions, au temps où, selon certains, il ne doit y en avoir que pour la guerre, la politique de guerre et la préparation de l'après-guerre. Des journaux réclament aussi un ministère de guerre canadien calqué sur celui que vient de se donner la Nouvelle-Zélande, où le cabinet de guerre se forme de 5 hommes dont 3 ministériels et 2 oppositionnistes.

L'INVASION EST-ELLE POSSIBLE ?

Il est évident, au temps qu'ils y mettent, que les Allemands n'entendent pas se lancer contre l'Angleterre elle-même sans avoir cru parer à toutes les éventualités. Un échec de leur part donnerait raison à M. Churchill qui a dit que cette guerre-ci sera longue. L'échec en effet affaiblirait considérablement la situation de l'Allemagne, la rendrait hésitante quant à une seconde tentative. Tandis que si elle allait réussir du premier coup, n'importe quoi pourrait ensuite arriver, croit Berlin.

L'avantage de la Grande-Bretagne, c'est que le littoral à défendre est autrement moins étendu que celui duquel peuvent venir les coups; et donc que l'Angleterre pourra se protéger moins difficilement que ne pourrait attaquer l'envahisseur. Les effectifs anglais sont sur place, alors que ceux de l'Allemagne devront passer la mer, tâcher de descendre en masse, à des endroits évidemment minés d'avance par l'Angleterre; elle n'aura pas manqué de tirer profit de ce qui s'est passé en Belgique et dans le nord de la France, en mai et juin derniers. Il y a aussi le fait que, dans ces pays, l'Allemagne put utiliser des colonnes mobiles de chars d'assaut qu'elle ne saurait transporter tels quels en Angleterre à travers la mer du Nord et même la Manche. De pareils engins ne sont pas de transport facile par mer, encore moins faciles à débarquer. On a parlé de tanks légers que des avions de grand format iraient transporter jusqu'à certains points d'atterrissage. Mais combien faudrait-il d'avions et de tanks? Et ne trouveraient-ils pas devant eux les avions de défense anglais, les chars d'assaut anglais plus lourds, mais aussi rapides, pour donner aux Allemands la chasse, les détruire? On fait valoir au surplus que dans les régions envahies de France, de Belgique et de Hollande, les routes étaient droites et larges et donc que les mouvements des chars d'assaut et des colonnes motorisées pouvaient s'y faire à grande allure. Or, en Angleterre, en Ecosse, la plupart des routes sont sinueuses, serpentent à travers les campagnes avec de nombreuses courbes et ne sont guère praticables pour les déploiements de chars d'assaut et d'autocamions lourds filant à une allure un tant soit peu rapide. Et puis la plupart des routes sont minées, il y a des trappes à chars d'assaut un peu partout, on peut le croire. L'expérience a enseigné où et comment les placer. La guerre motorisée ne saurait donc se faire dans le Royaume-Uni comme en pays très plats. Quant aux troupes de débarquement, on calcule qu'il faudrait jeter sur l'Angleterre, à différents points, au moins 500,000 soldats armés et approvisionnés pour plusieurs jours, de crainte qu'une tempête, une mer démontée, des brouillards toujours possibles en mer du

Nord n'interrompent le mouvement des navires transportant les légions d'envahisseurs. Il y aurait aussi à tenir en contact étroit les troupes jetées sur le territoire anglais avec les bases de l'autre côté de la Manche et de la mer du Nord, de la pointe du Finistère à Narvik, en Norvège. Le transport lui-même exigerait des centaines de navires de tout genre et il faudrait compter avec les torpillages, les mines sous-marines, les submersibles et les navires de guerre anglais en surface, même si des vols d'avions allemands tâchent de les bombarder. Entreprise gigantesque au départ, gigantesque aussi par la suite, car il faudrait assurer à ces troupes d'invasion des renforts, de l'artillerie, des vivres et le reste. Il y a en Angleterre un million et demi à deux millions d'hommes et davantage pour les recevoir. Si le coup audacieux à l'extrême allait ne pas réussir dès les premiers jours, si l'Angleterre ne pouvait être coupée en deux, à la hauteur de Hull à Liverpool, en vitesse, on peut dire dès les premières 48 heures, Hitler aura joué et perdu une carte peut-être décisive. On comprend que, devant cette éventualité, il s'efforce de tout prévoir; et les Anglais, de pourvoir à tout pour le jeter à la mer et l'y noyer.

ACTIVITES FRANÇAISES

Le chargé d'affaires français à Londres a présenté hier au gouvernement anglais M. Paul Morand, agent chargé d'assurer les relations entre les deux gouvernements jadis alliés. Situation délicate et assez tendue; d'autant que le gouvernement de Vichy demande réparation à celui de Londres pour la destruction des navires français à Oran, et peut-être des indemnités pour les familles des quelque mille marins français morts dans l'affaire. On pense que l'ambassade américaine servira plutôt d'intermédiaire entre Londres et Vichy à ce sujet, le nouvel agent français s'intéressant surtout à liquider les questions d'ordre économique et commercial.

A Vichy on considère sérieusement la question du départ du ministère Pétain pour Paris ou Versailles, où se fixerait le siège officiel du gouvernement civil de la France. A ce que l'on sait le projet est à l'étude devant la commission d'armistice, qui siège à Wiesbaden, en Allemagne. Le transfert du ministère Pétain à Paris ou à Versailles ne sera pas des plus faciles, vu les exigences des Allemands. On avait même parlé de créer une zone neutre de quelque vingt kilomètres autour de la nouvelle capitale, mais, à ce que rapporte Genève, les Allemands ne l'entendent guère de cette oreille. D'autant qu'il y a une masse d'Allemands à Paris, — même des civils, — et que si le gouvernement Pétain s'en allait là, il pourrait se produire des incidents désagréables. On a commencé le rapatriement par tranches de la population française du nord et du centre réfugiée dans les régions du sud. Les anciens autocars de Paris, bondés de gens des régions envahies, reprennent les routes de celles-ci. Il s'agit de réinstaller ces populations dans leurs villages et leurs campagnes d'origine, de leur trouver du travail, d'assurer leur subsistance, de les replacer sur la terre ou dans leurs occupations d'avant la ruée en masse vers le sud. On calcule qu'il y a plus de 6 millions de Français à ramener chez eux et des centaines de mille familles à reconstituer.

ETATS-UNIS ET CANADA

On trouvera ailleurs des détails sur le choix de M. Roosevelt comme candidat du parti démocrate pour un troisième terme à la présidence des Etats-Unis. Il paraît acquis que M. Roosevelt se laissera faire violence, dans les circonstances. Les deux grands partis politiques du pays voisin déclarent dans leurs programmes de campagne: le républicain qu'il est "fermement opposé à jeter la nation dans une guerre étrangère"; et le démocrate que le pays "ne doit pas participer à des guerres étrangères, n'enverra pas l'armée, la marine non plus que l'aviation du pays se battre dans des guerres en territoires étrangers, hors des Amériques, sauf en cas d'attaque contre les Etats-Unis". Les deux partis s'accordent de même à ne pas ménager leur aide matérielle aux nations "qui se battent pour la liberté, ou dont la liberté est menacée", dit le programme républicain; "aux peuples libres sauvagement attaqués, du moment que cette aide matérielle ne dépassera pas les limites fixées par la loi et ne nuira pas aux intérêts de la défense nationale américaine", porte le programme des démocrates. Accord des partis contre toute intervention armée à l'extérieur, sauf en cas de légitime défense de leur pays attaqué. Les deux partis entendent ne dépenser l'argent des contribuables que pour assurer à fond la défense du territoire et des possessions des Etats-Unis, et du principe fondamental de la doctrine Monroe. Politique sensée, seule conforme aux véritables intérêts nationaux américains.

Au Canada, outre une reprise d'offensive de quelques journaux ultra-loyalistes contre le ministère King, parce que, cette fois-ci, M. King ne veut pas imiter la politique de la Nouvelle-Zélande où il s'est formé un cabinet de guerre d'union, il se déclenche une offensive contre la loi de l'assurance-chômage; en certains milieux on la dénonce comme inutile, superflue, outre mesure coûteuse dans les circonstances, ainsi qu'injuste envers les industries et les maisons où le chômage n'existe à peu près jamais, — ainsi les maisons de banque, les sociétés d'assurance-vie, les grands magasins, etc., où il y a du travail à l'année. Une commission parlementaire va étudier en vitesse ce projet de loi, dont M. King a fait adopter le principe, aux Communes, il y a quelques heures. Il y tient. — G. P.